

L'emploi frauduleux des mots : populisme, conspi, extrêmes...

Par Lucien SA Oulahbib

Les faux-monnayeurs d'aujourd'hui, installés confortablement au pouvoir par les boomers et les hypocondriaques, n'utilisent pas seulement la planche à billets pour financer le vide abyssal de leur politique économique, ils fabriquent aussi une inflation de définitions qui pervertissent les mots jusqu'à les salir, à l'identique de ce qu'Orwell avait décrit dans 1984.

Ainsi le terme « populiste » qui s'apparentait naguère, mais gentiment à « démagogie » au sens grec de « beau parleur » est aujourd'hui plutôt immédiatement accolé à « extrémisme » (beurk) par les mêmes qui promeuvent pourtant des politiques précisément très dangereuses, voire irresponsables pour le Souverain en l'occurrence le supposé Peuple du moins en régime républicain démocratique.

Ces politiques (très) dangereuses sont aisément repérables aujourd'hui : elles ont pour objet d'aggraver les conditions d'accès à la santé en la corsetant dans son seul aspect chimique, d'empêcher d'appréhender l'idée que l'air que l'on respire s'avère bien moins pollué que naguère, de flouter de plus en plus la sécurité intérieure et extérieure, de détruire le système des salaires et des prix, d'amoindrir les retraites en refusant un mixte avec toute capitalisation « populaire » (rimant avec « néo-libéral », « réactionnaire », « égoïste égoïste ») à l'ère de l'injection et de la muselière dite « altruistes » et « recommandées ».

Concernant par exemple la manière dont il est question d'indexer les prix de l'énergie sur les rémunérations à partir de la rentrée 2023, cela voudrait dire que l'on continuerait à faire encore payer à la classe moyenne l'impéritie d'une politique qui a refusé de renforcer le nucléaire, de réduire drastiquement en amont les impôts de production, d'associer capital et travail par une participation dynamique, et enfin d'augmenter des droits de douane pour des produits ne répondant aux normes sociales et écologiques imposées pourtant en interne.

Au fond, la classe moyenne comme on le sait n'est pas (encore) assez pauvre pour être assistée, mais de moins en moins aisée pour bénéficier de ces ristournes fiscales et autres placements « aisés » permis par « notre » planche à billets (puisque'elle est « publique »). Cette connivence non dite renforce plutôt les plus hauts revenus en leur permettant la spéculation multiforme, d'où la montée (en dents de scie) des actions risquées et de l'immobilier. Et le tout sera effectué en sermonnant cette même classe moyenne pourtant hors jeu, surtout dans ses strates supérieures, avec sa dite « sur-épargne » sur laquelle ces vautours (publics et privés) lorgnent alors qu'en France celle-ci sert surtout à compenser le faible montant des retraites puisque celles par capitalisation sont surtout accessibles, à revenu moyen, plutôt en complémentaire et si l'on est fonctionnaire (**la Préfon**).

C'est de plus en plus un réel marché de dupes : les mots changent de plus en plus vite de sens jusqu'à ce que par exemple le terme de « réussite » signifie seulement « domination » (blanche), accentuant ainsi l'erreur marxiste qui stipule que la richesse proviendrait non pas de la qualité d'un produit rencontrant précisément son marché, mais principalement de la compression du coût de revient. Celle-ci pourtant à elle seule ne veut rien dire s'il n'y a pas la qualité en premier lieu du moins pour les produits finis (d'où d'ailleurs l'idée que certains préfèrent payer plus cher leur côte d'agneau abattu localement que provenant de lointaines contrées), qualité par ailleurs protectrice de l'air que l'on respire alors que la manière dont est aujourd'hui *construit* le commerce mondial va de plus en plus à l'encontre de cette pratique, tout en se servant de la voiture, de l'avion et du cheptel comme boucs émissaires, le tout au nom d'un « pouvoir d'achat des plus défavorisés » dont ils se moquent éperdument (car autrement la politique économique serait précisément édifiée différemment en faisant en sorte de ne pas faire peser le poids du « social » uniquement sur les salaires et le capital investi – cette épargne déjà imposée en amont). Mais ces gens qui gouvernent en « notre » nom ne sont pas à une contradiction près : ils surfent même dessus et en rient sous cape dans les Salons *made in Bergé*.

Et c'est précisément pourquoi leurs sbires semblent si pointilleux sur toute critique pointant tous ces grands écarts. Cela rend si nerveux leurs maîtres, d'où cette valse des étiquettes : celles des mots et des couleurs, ou ce véritable jeu de bonneteau devenu mondial. Alors que le roi est nu ; et cela se voit (de plus en plus).